

des mécaniciens, puis l'année suivante, de la Chambre fédérale des Sociétés ouvrières. Il était membre de l'Internationale et fondateur du Cercle d'études sociales. Lors du troisième procès de l'Internationale, il fut condamné, le 8 juillet 1870, à deux mois de prison. Membre du Comité de Vigilance du XV^e arrondissement, il participa aux insurrections du 31 octobre et du 22 janvier. Présenté comme candidat socialiste-révolutionnaire aux élections à l'Assemblée Nationale, il ne fut pas élu. Le 26 mars, le XV^e arrondissement l'envoya siéger au Conseil de la Commune par 2 417 voix sur 6 469 votants, et le 21 avril il fut nommé à la commission de la Justice. Il vota contre le Comité de Salut public et prit toujours le parti des modérés. Il échappa aux Versaillais, qui le condamnèrent par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée, et trouva refuge en Alsace, où il fonda avec Avrial une usine de constructions mécaniques. Expulsé début avril 1876, il se rendit à Londres, où il demeura jusqu'à l'amnistie. Rentré en France, il fut l'un des animateurs du mouvement des coopératives ouvrières de production.

LASCARS. "Le corps des lascars de Montmartre, ayant de bons officiers anciens militaires, offre à tout lascar 3 francs par jour et un franc pour la femme ou la mère. Discipline sévère – Service spécial. Enrôlement, 3 bis, rue des Acacias, Montmartre." (Avis publié dans *le Cri du Peuple*, 18 mai.)

LAYER. "Une épée se lave du sang des batailles, jamais de celui de l'assassinat, et le soldat qui est inaccessible à la générosité n'est qu'un meurtrier." (Édouard Moreau, Lettre à son fils.)

LEBEUF Edmond (Paris, 1809 - Château Moncel, près d'Argentan, Orne, 1888). Général depuis 1854, il fut nommé ministre de la

Guerre en 1869 et maréchal de France. On peut lui imputer en partie la défaite de 1870, car au lieu de préparer l'armée il préféra plaie en prononçant des formules du genre: "Nous sommes prêts, archiprêts; quand la guerre devrait durer un an, il ne nous manquera pas un bouton de guêtre". Moins soucieux de plaie au peuple qu'à l'Empereur, il avait, en 1869, décoré le capitaine Gausserand, qui avait donné l'ordre à la troupe de tirer sur les grévistes d'Aubin (Aveyron), faisant quatorze morts.

LECOMTE Claude Martin (Thionville, 1817 - fusillé à Paris, 18 mars 1871). Nommé général de brigade en 1870, il combattit durant le Siège de Paris et devint, après l'armistice, commandant du 2^e secteur. Dans la nuit du 17 au 18 mars, il fut chargé d'enlever les canons de Montmartre. Ses troupes ayant été enveloppées par la foule, il leur donna par trois fois l'ordre de tirer, mais elles mirent la crosse en l'air. Retenu prisonnier au Château-Rouge, puis rue des Rosiers, à Montmartre, il semble bien avoir été exécuté par ses propres soldats. (Voir Dix-huit mars.)

LEÇON. "L'histoire du passé doit être la *legon* et le *modèle* de l'avenir." (Arthur Arnould.)

LECONTE DE LISLE Charles Marie René (Saint-Paul, île de la Réunion, 1818 - hameau de Voisins, près de Louveciennes, 1894). Baudelaire disait à son sujet: "Le caractère distinctif de sa poésie est un sentiment d'aristocratie intellectuelle, qui suffirait, à lui seul, pour expliquer l'impopularité de l'auteur". Théoricien de l'art pour l'art, Leconte de Lisle n'avait que faire, il est vrai, des suffrages du peuple. N'écrivait-il pas, le 29 mai, à José-Maria de Hérédia: "Enfin, c'est fini. J'espère que la répression sera telle

bien davantage encore que la Commune croie bon de sévir contre la presse, alors que ce genre de mesure n'a jamais profité à aucun régime. Le n° 5 s'élève contre le décret instituant la carte d'identité : c'est un attentat à la liberté individuelle, une tyrannie vexatoire : "Qu'à donc voulu la Commune ?... Nous l'ignorons. Ce qui est sûr, c'est que par de tels procédés, elle n'ajoute absolument rien à sa force. Elle soulève au contraire contre elle tous les caractères indépendants, tous ceux qui ne veulent d'aucun despotisme, pas plus de celui de la rue que de celui qui signe ses ordres dans un palais." (*Voir Identité.*)

DIVORCE. "La question du divorce doit être prochainement mise à l'étude par la Commune", annonçait, le 5 avril, l'*Affranchi* dans son n° 4. Il n'en fut rien, bien que la Commune y ait été indubitablement favorable, puisqu'elle avait le souci de l'émancipation de la femme. Les seules mesures qu'elle eut le temps de prendre, et qui suggèrent dans quel sens elle aurait agi, concernent les pensions aux veuves des gardes nationaux tués au combat : Il fut décidé que toute femme, régulièrement mariée ou non, y aurait droit, et tout enfant, légitime ou illégitime. Par ailleurs, le 12 mai, fut promulgué ce décret : "En matière de séparation de corps, le président pourra allouer à la femme demandant la séparation une pension alimentaire, qui lui sera servie jusqu'à ce qu'il en ait été autrement décidé par le tribunal." (*Voir Émancipation, Femmes, Union libre.*)

DIX-HUIT MARS. L'insurrection du 18 mars est née d'un plan concerté, mais par le Gouvernement, et c'est seulement l'échec de ce plan qui a fait l'insurrection. Le 17 au soir, un conseil de Gouvernement se tient sous la présidence de Thiers ; il se sépare vers deux heures du matin, juste avant que ne commencent les

opérations. Il s'agit non seulement de récupérer les fameux canons, qui en sont le prétexte, mais de quadriller militairement Paris. Thiers a fait libérer de la prison de Poissy 300 détenus de droit commun, dans l'espoir qu'ils sèmeront le désordre et feront l'effroi des honnêtes gens. Par ailleurs, un ordre signé Clemenceau, mais c'est un faux, a permis de renvoyer chez eux les gardes nationaux chargés de veiller sur les canons de Montmartre : il n'en reste que sept en sentinelle.

Les opérations militaires : À trois heures du matin, selon les plans du général Vinoy, les mouvements de troupe commencent. Une division, placée sous le commandement du général Susbelle, est chargée de Montmartre. Elle se compose environ de 6 000 hommes, divisés en deux brigades : la brigade Parturel (deux bataillons du 76^e régiment de ligne, des gardes républicains, des gardiens de la paix armés) et la brigade Leconte (trois bataillons du 88^e de marche, le 18^e bataillon de chasseurs à pied, des gardes républicains, des gardiens de la paix armés, une batterie de quatre mitrailleuses). Il y a en outre une réserve : le 17^e bataillon de chasseurs à pied, un escadron de cavalerie, deux batteries d'artillerie. Une autre division, commandée par le général Faron, doit occuper les Buttes-Chaumont, neutraliser Belleville et Ménilmontant, occuper les gares de Strasbourg et du Nord et les principaux carrefours ; elle comprend les 35^e et 42^e régiments de ligne, des bataillons des 102^e et 109^e, des gardes républicains à cheval, des gardiens de la paix armés, des mitrailleuses et deux batteries d'artillerie. Enfin, la division Maud'huy doit tenir le quartier de l'Hôtel de Ville, la place de la Bastille, les ponts d'Austerlitz et de l'Arsenal, l'île de la Cité, cependant que le 135^e de ligne gardera la place et le pont Saint-Michel. Le général Valentin, préfet de police, dispose encore d'une partie de la Garde républicaine (casernes Lobau et de la Cité), du 110^e de

ligne (Hôtel de Ville), du 120^e (caserne du Prince-Eugène), du 89^e (Tuileries), du 9^e chasseur à cheval (Concorde et Champs-Élysées).

Les troupes de Susbielle et de Faron atteignent Montmartre et les Buttes-Chaumont, vers cinq heures trente, et occupent sans problème leurs objectifs. On s'aperçoit alors qu'il n'y a pas d'artelages pour enlever les canons. On en réclame. C'est du temps et du tapage. Cependant, les quartiers se réveillent : il y a des soldats, des bruits inquiétants et une affiche partout placardée : "Habitants de Paris, le Gouvernement est résolu d'agir. Que les bons citoyens se séparent des mauvais... Les coupables seront livrés à la justice. Il faut à tout prix que l'ordre renaisse, entier, irrémédiable..." Les gens sortent, s'attroupent. À Montmartre, les ménagères entourent les soldats, les interrogent. Bientôt deux tambours bartent. Des gardes nationaux accourent, de plus en plus nombreux. À huit heures, il y a foule. Quand les premiers artelages arrivent, quelques canons sont tirés jusqu'au boulevard des Batignolles, mais les gens s'interposent, haranguent les soldats. Des officiers veulent repousser les civils ; déjà des hommes du 88^e fraternisent, la crosse en l'air. On crie : "Vive la ligne ! À bas Vinoy ! À bas Thiers !" Le général Lecomte fait arrêter quelques soldats par les gardiens de la paix et, quand la foule s'approche, donne l'ordre de tirer. Ses hommes hésitent, puis lèvent eux aussi la crosse. Lecomte est fait prisonnier, ainsi que quelques officiers et 80 gendarmes, et ils sont tous conduits au Château-Rouge. Il est environ neuf heures du matin. La brigade Paturel s'est également débandée. Reste seulement la réserve, sous les ordres directs de Susbielle. Elle se tient place Pigalle, boulevard de Clichy, place Clichy. Les soldats et la foule, toujours fraternisant, descendent vers elle pour l'inviter à les imiter. Un capitaine de chasseurs charge la foule, les gardes républicains

tirent. L'affrontement est bref, et ce sera le seul de la journée. Le capitaine est tué. Les troupes se retirent vers la place Clichy.

À l'état-major de Vinoy, on n'avait reçu d'abord que des télégrammes de victoire ; maintenant, c'est le désastre, car les troupes de Faron ont également fraternisé avant même d'occuper les Buttes-Chaumont. Partout, les troupes ou bien refluent en désordre en abandonnant leurs propres canons, ou bien se mêlent à la foule, qui commence à élever des barricades. Vers dix heures trente, le général Vinoy donne l'ordre d'évacuer la rive droite de la Seine : toutes les troupes doivent se replier sur l'École Militaire, mais déjà une bonne partie de la rive gauche échappe au contrôle des forces de l'ordre. Vers quinze heures, Vinoy reçoit de Thiers l'ordre de faire procéder à l'évacuation totale : il faut que toute l'armée sorte de Paris et gagne Versailles. Ce qu'elle fit, dans la soirée et dans la nuit, et dans un désordre tel que trois régiments furent oubliés au Luxembourg.

Le Gouvernement : Le Gouvernement s'était réuni au ministère des Affaires étrangères pour attendre les nouvelles des opérations militaires. À dix heures trente, un télégramme de la préfecture de Police lui annonça : "Mauvaises nouvelles de Montmartre. Troupes ont refusé d'agir. Butte, canons, prisonniers repris par insurgés." Dès lors, les mauvaises nouvelles se succèdent. Thiers et d'Aurelle de Paladines comptent un instant sur les gardes nationaux des quartiers bourgeois pour sauver la situation, mais leurs appels ne font se rassembler que 600 hommes où l'on en attendait 12 000 – et les 600 s'empressent de rentrer chez eux quand ils se voient si peu nombreux. De midi à quatorze heures cinquante, le Gouvernement ne reçoit plus aucune nouvelle. Il en profite pour déjeuner, comme le fait d'ailleurs tout Paris. Les membres du Gouvernement se disputent pour savoir s'il vaut mieux, comme le désire Thiers, s'éloigner de Paris pour le

reconquérir, ou bien se retrancher dans quelques quartiers et résister. Vers quinze heures, fanfare en tête, trois bataillons de la Garde nationale défilent devant le ministère en chantant des chants révolutionnaires. Les ministres se croient perdus. Le Flô, qui voulait résister, conjure maintenant Thiers de fuir au plus vite. Vinoy lui apporte son pardessus. Thiers gagne précipitamment la rue de l'Université, où l'attendent un coupé avec deux bons chevaux et une escorte de gendarmes. Il confirme à Vinoy l'ordre d'évacuer Paris et prend au galop la direction de Versailles, cependant que les trois bataillons continuent en chantant leur chemin vers l'Hôtel de Ville sans se douter de la panique qu'ils viennent de susciter. Les ministres vont se mettre à l'abri chez un certain Calmou et reprennent la discussion. La plupart trouvent maintenant la fuite de Thiers honteuse et veulent organiser la résistance à Paris. Les nouvelles qu'ils reçoivent de Jules Ferry, bien décidé à défendre l'Hôtel de Ville, les encouragent ; mais sur l'ordre formel de Vinoy les nombreuses troupes qui gardent l'Hôtel de Ville, sous le commandement du général Derroja, commencent à évacuer les lieux à partir de dix-huit heures. Il faut donc se résigner à suivre Thiers, à Versailles.

L'exécution des généraux. Le général Lecomte et ses officiers sont arrivés au Château-Rouge vers dix heures du matin, tandis que les gendarmes arrêtés étaient conduits à la mairie du XVIII^e (maire Clemenceau). À treize heures, le capitaine Simon Mayer, qui commande au Château-Rouge, annonce à ses prisonniers que le Comité a donné l'ordre de les transférer au poste de la rue des Rosiers. Quel Comité ? On ne le saura jamais. Pas le Comité central, qui n'est pas au courant ; sans doute un Comité de Vigilance local, qui craint que Clemenceau ne fasse libérer les prisonniers. Le trajet fut difficile. Les rues de Montmartre étaient en fête, pleines de gens et de soldats qui continuaient de

fraterniser ; dès que Lecomte apparaissait, il y avait un silence haineux, et des cris : "À mort ! À mort !" L'escorte réussit néanmoins à protéger les prisonniers et à les conduire, sains et saufs, au poste de la rue des Rosiers. Mais une foule menaçante se presse, les plus furieux sont les soldats du 88^e, qui veulent fusiller leur général. Kardanski, le jeune commandant du poste, réussit à calmer un peu la tension en improvisant un conseil de guerre, qui va faire semblant de juger Lecomte pour le sauver. Cependant, sur le boulevard en fête, près de la place Pigalle, un lieutenant de la Garde nationale a reconnu le général Clément Thomas, venu en civil observer les événements. Un fédéré qui a vu la révolution de 48 entend ce nom, puis d'autres, qui ont le même âge que lui. Ils entourent le général, ils lui rappellent 48 et les fusillades qu'il a commandées, les gens qu'il a fait exécuter à la baïonnette, rue Sainte-Avoye. Déjà, des fusils se tendent, mais quelques officiers fédérés s'interposent, protègent Clément Thomas, le poussent vers ce même poste de la rue des Rosiers. Son arrivée ranime la fureur de la foule qui stationne. Les gens de 48 sont maintenant trop nombreux, et ils ne peuvent pardonner. Ils commencent à briser les portes, les fenêtres du poste, à bousculer Herpin-Lacroix, un colossal garibaldien qui veut sauver les généraux et que Versailles fera fusiller en l'accusant du contraire. Quelqu'un crie : "Que ceux qui sont pour la mort des généraux lèvent la main !" Toutes les mains se lèvent. Clément Thomas est saisi, jeté dehors et aussitôt criblé de balles. On le traîne jusqu'au fond du jardin atterrant, et on le fusille encore. Kardanski fait une dernière tentative pour sauver Lecomte, mais il ne réussit qu'à se faire rouer de coups. Alors, Lecomte sort, dignement. Il descend les degrés du perron, fait quelques pas. Quelqu'un lui tire dans le dos. Il tombe. On le traîne à son tour jusqu'au fond du jardin et on l'achève d'une dizaine de coups

de fusil. La foule ensuite se disperse. Les autres officiers sont sauvés. Ils seront remis en liberté sur l'intervention de Jaclard et de Clemenceau. Les deux généraux ont été tués par des balles de chassepots. Les fédérés ne possédaient pas d'armes de ce type, réservées aux soldats de l'armée régulière.

Le Comité central : Dans la nuit du 17 au 18 mars, trois membres du Comité veillaient à l'école de la rue Basfroi. Par précaution, le Comité avait quitté la Corderie et institué une permanence de nuit : il craignait un coup d'État. À six heures du matin, la nouvelle arrive que 10 000 soldats sont massés, tout près, place de la Bastille. Les trois permanents donnent l'ordre de battre la générale dans les rues avoisinantes. De nombreux gardes nationaux viennent aux ordres : ils devront élever des barricades dans les rues principales, mais si les soldats se présentent, ils n'attacheront pas et crieront : "Vive l'armée, vive la République !" Vers neuf heures du matin, d'autres membres du Comité se joignent enfin aux permanents : ils ne savent rien, sinon qu'il y a des mouvements de troupe et de résistance. Entre onze heures et midi, on amène quelques officiers prisonniers, qui sont relâchés aussitôt. À quatorze heures, le Comité n'a encore reçu aucune nouvelle de Belleville, ni de Montmartre, quand il lance l'ordre aux bataillons des divers quartiers d'une progression combinée vers l'Hôtel de Ville. En somme, alors qu'il a déjà remporté la victoire, le Comité central ne sait pas ce qui se passe au juste dans Paris. Les comités de quartier ont agi seuls, les uns en faisant simplement descendre les gardes dans la rue et en adoptant une attitude défensive, les autres en passant à l'action. Ainsi, bien sûr, à Montmartre ; ainsi à Belleville, où le 173^e désarme les troupes tandis que le 135^e occupe la mairie ; ainsi surtout sur la rive gauche, où Henry occupe la gare de Sceaux, la barrière d'Enfer, la mairie du XIV^e, et où Duval, après avoir fortifié la

place d'Italie et les Gobelins, s'empare de la gare d'Orléans, du jardin des Plantes et marche vers le Panthéon et le Luxembourg, où d'ailleurs, sur l'initiative d'Allemane, les gardes nationaux ont déjà pris la mairie du v^e. Dans le xv^e, Falot a enveloppé l'École Militaire et les Invalides. Sur la rive droite, Varlin et Bergeret rassemblent les hommes du xvii^e pour marcher vers la place Vendôme ; Brunel et Eudes contrôlent le quartier du Château-d'Eau (aujourd'hui République). Quand, vers quinze heures, arrive l'ordre du Comité central de converger vers l'Hôtel de Ville, l'opération est déjà grandement réalisée sur la rive gauche et nettement en cours dans les quartiers de l'autre rive, mais à présent elle va commencer à se coordonner. Cependant, le peuple de Paris assiste à tout cela comme à une fête : il applaudit les gardes nationaux, il apporte du vin et de la nourriture aux soldats, qui fraternisent avec la garde et avec la foule. En fait, il y a tant de monde partout que les bataillons ont du mal à progresser, bien qu'ils ne rencontrent pas la moindre résistance. Vers vingt heures, Varlin, qui a fait sa jonction avec Arnould et Bergeret, occupe l'état-major de la Garde nationale, place Vendôme. À la même heure, l'Hôtel de Ville est cerné par les hommes de Brunel, de Eudes, de Ranvier, tandis que ceux de Duval se préparent à attaquer la préfecture de Police, située alors près de la place Dauphine. Quand Duval donne l'ordre d'enfoncer la porte, elle s'ouvre d'elle-même, et le concierge déclare qu'il n'y a plus personne. Duval alors se dirige vers l'Hôtel de Ville qui, à vingt-trois heures, est complètement investi, toutes les rues voisines étant occupées par des gardes nationaux qui élèvent des barricades ou forment des postes de défense. Enfin, Brunel donne l'ordre à sa colonne de pénétrer sur la place : l'Hôtel de Ville est sombre. Jules Ferry l'a quitté à vingt et une heures quinze. Il n'y a plus personne. Les fédérés y pénètrent :

La façade s'éclaircit. Le drapeau rouge monte. Un à un, les membres du Comité central arrivent. À minuit, ils sont une vingtaine dans la salle des conférences. À la même heure, tous les bâtiments publics sont occupés, sauf l'hôtel des Postes et la Banque de France.

L'insurrection triomphe et elle porte au pouvoir le Comité central. Que va-t-il faire ? S'empresse de renoncer à ce pouvoir d'essence révolutionnaire pour organiser des élections, qui amèneront un pouvoir légal. On dirait qu'il est ahuri par une révolution qu'il a préparée mais pas déclenchée, qu'elle lui arrive trop tôt et qu'il ne sait qu'en faire. Au lieu d'agir immédiatement, il commence par douter de lui-même. Du coup, le 18 mars ne sera qu'une date, au lieu d'être le premier jour de l'an 1 d'une ère nouvelle. (*Voir* Canons, Comité central de la Garde nationale, Elections.)

DMITRIEFF Élisabeth (province de Pskov, Russie, 1851 - en Sibérie, 1910). Fille illégitime d'un officier qui avait de grands domaines, elle reçut une bonne éducation et, durant ses études à Saint-Pétersbourg, milita dans les cercles socialistes. Elle contracta un mariage blanc avec le colonel Tomanovski afin de pouvoir voyager à l'étranger. Elle se rendit en Suisse, où elle participa à la création de la section russe de l'Internationale. Déléguée à Londres pour rencontrer Marx, elle se lia intimement avec lui et sa famille. Ce fut Marx qui l'envoya en mission d'information à Paris, en mars 1871, comme représentante du Conseil général de l'Internationale. Elle y fut très active et devint l'une des animatrices de l'Union des femmes pour la Défense de Paris et les soins aux blessés. Elle appartint à la Commission exécutive de cette Union et s'occupa tout particulièrement de l'organisation des ateliers coopératifs. Elle réclamait l'égalité des sexes, l'égalité des rémunérations et rêvait de créer une Internationale des femmes

pour promouvoir cette égalité. Les rapports de police la décrivent comme "habituellement vêtue de noir et toujours d'une mise élégante". Elle avait à peine vingt ans. Elle était grande, blonde et "admirablement belle". Elle prit part aux combats de rue de la Semaine sanglante, soigna Fränkel, blessé faubourg Saint-Antoine, retourna sur les barricades. On ignore comment elle réussit à quitter Paris et la France, sans doute pour Genève où elle avait organisé une section russe de l'Internationale. Ren- trée en Russie en octobre 1871, elle épousa un condamné à la déportation et le suivit en Sibérie. Elle-même, en France, fut condamnée par contumace, le 26 octobre 1872 à la déportation dans une enceinte fortifiée. (*Voir* Ateliers coopératifs, Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés.)

DOMBROWSKI Jaroslaw (Jitomir, Volhynie, 1836 - Paris, 1871). Fils d'une famille noble mais pauvre, il fut élevé à l'école des Cadets de Brest-Litovsk, puis en 1853 entra au régiment des Nobles, à Saint-Pétersbourg. Deux ans plus tard, il fut affecté à l'armée du Caucase, dont il revint, en 1859, pour entrer à l'Académie militaire, où il se lia avec un groupe d'officiers démocrates. En décembre 1861, il fut envoyé à Varsovie comme quartier- maître de la 4^e division. Non seulement, il y pactisa avec les révolutionnaires polonais, mais entra au Comité national central, qui le chargea d'organiser l'insurrection. Arrêté le 14 août 1862, il fut condamné à mort. Sa peine fut commuée, en 1864, en déportation. Des amis réussirent à le faire évader, puis à le conduire à la frontière. Il arriva en France en juin 1865 et gagna sa vie, à Paris, comme dessinateur. Élu au comité directeur de l'Union de l'émigration polonaise, il aurait voulu organiser une Fédération des peuples slaves. En 1866, lors de la guerre entre l'Italie et l'Autriche, il songea à organiser une légion polonaise et

SOLDE. La solde de la garde sédentaire, c'est-à-dire de la Garde nationale servant à l'intérieur des fortifications était de 1,50 franc par jour pour les simples gardes, 2 francs pour les sous-officiers, 2,50 francs pour les officiers (sous-lieutenant, lieutenant, capitaine) et 5 francs pour les commandants de bataillon. Un subside de 0,75 franc était alloué à la femme de chaque garde. La solde était doublée lorsque l'officier ou le garde étaient appelés à un service actif en dehors de l'enceinte fortifiée. Le 18 avril, il fut décidé que la solde des blessés serait versée à leur femme à l'exception de 0,50 franc qu'ils continueraient de toucher.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE. Elle s'exprima au mieux par des meetings, des réunions et surtout une contre-offensive dans le domaine de l'information, la presse officielle étant partout défavorable à la Commune. En Angleterre, Marx s'efforça de renseigner l'opinion à travers l'*Eastern Post*, cependant que Charles Bradlaugh, chef du parti républicain, organisait un grand meeting, à Hyde Park, le 16 avril, qui rassembla environ trente mille personnes et envoya une Adresse à la Commune: "Nous, le peuple de Londres, assuré que vous combattez pour la liberté et l'affranchissement du genre humain tout entier, nous vous tendons la main de l'amitié et de la fraternité..." Aux États-Unis, où les sections de l'Internationale se multipliaient, la propagande en faveur de la Commune s'exprima à travers bulletins et réunions publiques, ainsi qu'à travers l'hebdomadaire libéral *The Nation*, mais la grande presse fut contre le mouvement parisien. En Europe, c'est la Belgique qui fut le principal centre favorable à la Commune, grâce essentiellement à *l'Internationale*, journal de l'Association internationale des Travailleurs, qui lança une souscription pour venir en aide à Paris. En Allemagne, les ouvriers de Brême et de Berlin se déclarèrent solidaires de ceux de Paris